



## Un député israélien demande l'arrestation de la directrice de B'Tselem pour "assistance à l'ennemi"

Une députée du Likoud exhorte la police à interroger Yuli Novak en vertu d'une loi passible de la peine de mort ou d'une condamnation à perpétuité après un discours au Conseil de sécurité.

Par [Rayhan Uddin](#)

Mondialisation.ca, 06 septembre 2024

[Middle East Eye](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Un législateur [israélien](#) a écrit une lettre au chef de la police pour exiger l'arrestation et l'interrogatoire de la directrice du groupe israélien de défense des droits de l'homme B'Tselem, à la suite d'un discours qu'elle a prononcé au Conseil de sécurité des Nations unies en début de semaine.

Tally Gotliv, membre du Parlement israélien, a adressé jeudi une lettre au chef de la police israélienne, Daniel Levy, demandant que Yuli Novak, directrice exécutive de B'Tselem, soit interrogée.

Mercredi, Mme Novak a déclaré au Conseil de sécurité des Nations unies, par liaison vidéo, qu'Israël avait poursuivi un objectif de "suprématie juive" au cours des onze derniers mois, depuis le début de sa guerre contre Gaza, à la suite des attaques menées par le Hamas le 7 octobre.

L'attaque surprise des combattants [palestiniens](#) contre les communautés du sud d'Israël en octobre a tué plus d'un millier d'Israéliens et des dizaines d'étrangers. Environ 250 autres ont été capturés et ramenés à Gaza.

Depuis lors, les forces israéliennes ont tué plus de 40 000 Palestiniens dans l'enclave, dont la majorité sont des femmes et des enfants.

"Pour comprendre la conduite criminelle du gouvernement israélien au cours des onze derniers mois, il faut comprendre l'objectif global de ce régime", a déclaré Mme Novak devant le Conseil de sécurité.

"Depuis la création d'Israël, sa logique directrice a été de promouvoir la suprématie juive sur l'ensemble du territoire qu'il contrôle".

Elle a ajouté que le gouvernement israélien d'extrême droite avait exploité le traumatisme collectif des Israéliens à la suite des attentats du 7 octobre

"pour faire avancer dans la violence son projet de verrouiller le contrôle israélien sur l'ensemble du territoire".

## Expulsion, famine et tueries

Elle a ajouté qu'Israël commet quotidiennement des crimes de guerre, notamment

“l'expulsion, la famine, le meurtre et la destruction à une échelle sans précédent.

“Chaque jour qui passe sans que ce conseil ne donne suite à l'appel de la Cour à mettre fin à l'occupation et à l'apartheid est un jour de plus où vous nous abandonnez, nous, les habitants de ce pays, qui souffrons et mourons par dizaines de milliers, inutilement, sous un régime d'apartheid cruel et injuste”, a déclaré Mme Novak.

B'Tselem est l'un des groupes de défense des droits les plus importants en Israël, qui a notamment [publié](#) en janvier 2021 un rapport de huit pages qualifiant Israël d'État d'apartheid.

Chaque jour qui passe sans que ce conseil ne donne suite à l'appel de la Cour à mettre fin à l'occupation et à l'apartheid est un jour de plus où vous nous abandonnez. — *Yuli Noval, B'Tselem*

Mme Gotliv, membre du parti du Likoud du Premier ministre Benjamin Netanyahu, a demandé que Mme Novak soit mise en examen par la police israélienne “pour le crime grave présumé d'assistance à l'ennemi en temps de guerre”.

Elle a précisé qu'un tel crime était une infraction au titre de l'article 99 de la loi pénale, “passible de la peine de mort ou d'une peine d'emprisonnement à perpétuité”.

“Mme Novak a honteusement mis en danger l'État d'Israël, actuellement engagé dans une guerre pour sa survie, et a aidé les ennemis d'Israël sur différents fronts”,

a écrit la députée, accusant l'activiste de mentir sur les crimes de guerre commis par Israël.

Elle a ajouté que les “remarques horribles” de Mme Novak ont mis en danger l'objectif militaire d'Israël et la libération des captifs israéliens et ont aidé “l'ennemi dans ses allégations mensongères contre les combattants héroïques des Forces de défense israéliennes”.

“Une enquête immédiate devrait être ouverte avec des instructions pour interroger la sympathisante de l'ennemi Novak en détention, étant donné la grave menace associée à sa conduite et le préjudice potentiel pour l'État d'Israël en temps de guerre”, a-t-elle conclu.

Shai Parnes, porte-parole de B'Tselem, a déclaré à *Middle East Eye* que l'organisation défend les droits de l'homme, “même lorsque le gouvernement israélien choisit de négliger

son devoir fondamental de protéger ses citoyens et les sujets qu'il contrôle”.

“Alors que le gouvernement choisit l’occupation et la guerre plutôt que de sauver des vies humaines, et promeut une politique contraire au droit international et aux principes de justice et d’égalité, nous continuerons à agir au nom de tous ceux qui souffrent de violations de leurs droits.

“Nous continuerons à nous battre pour la dignité humaine et la liberté. Les droits de l’homme sont universels et non négociables.”

Article original en anglais : [Israeli lawmaker calls for B’Tselem chief to be arrested for ‘assisting the enemy’](#), Middle East Eye, le 6 septembre 2024.

Traduction : [Spirit of Free Speech](#).

La source originale de cet article est [Middle East Eye](#)  
Copyright © [Rayhan Uddin](#), [Middle East Eye](#), 2024

---

Articles Par : [Rayhan Uddin](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)